

sente l'augmentation du coût de la vie combinée à l'inactivité du gouvernement.

Étant retourné dans ma circonscription, je sais que cela est la préoccupation principale des habitants que j'ai l'honneur de représenter et j'aimerais signaler que j'ai l'honneur de représenter une circonscription appelée Hamilton-Wentworth; de par son nom, bien des gens croient que toute cette circonscription se trouve à l'intérieur des limites de la grande ville de Hamilton. Ce n'est pas le cas. La moitié de la circonscription, sur le plan démographique, fait partie de la ville mais elle s'étend également à la banlieue et un peu plus loin vers les régions agricoles. Aussi, dans la circonscription de Hamilton-Wentworth il y a un mélange énorme de citadins, de banlieusards et de personnes qui s'occupent de cette grande industrie qu'est l'exploitation agricole.

Toutes ces personnes ont la même préoccupation, quelle que soit leur profession, quel que soit leur milieu. Il s'agit bien entendu du coût de la vie, qui fait naître un désespoir croissant car il continue d'augmenter, peut-être au point où il sera hors de contrôle alors que notre gouvernement ne fait rien pour remédier à la situation. Si quelqu'un doit être responsable, c'est bien le gouvernement fédéral en premier lieu, qui, en plus d'avoir soi-disant la confiance et le mandat des Canadiens, effectue à lui tout seul les plus grosses dépenses et est l'une des sources principales d'inflation dans notre pays aujourd'hui. Mais plutôt que de donner l'exemple que l'on peut attendre d'un gouvernement, nous avons entendu aujourd'hui, ou plutôt hier, au cours de questions à la Chambre des communes, le premier ministre (M. Trudeau) nous assurer que le gouvernement a réagi à la situation que nous connaissons et qu'il continuera de réagir. Ce n'est pas la mission du gouvernement de réagir. Sa fonction est de diriger. Le gouvernement a misérablement échoué dans l'acquittement de ses responsabilités à cet égard.

Je le répète, la circonscription que je représente est une vaste mosaïque et tous ces gens sont durement touchés par l'augmentation du coût de la vie. Lundi dernier, lorsque notre parti a proposé à la Chambre des communes une motion de défiance, le chef de l'opposition (M. Stanfield) a exprimé un sentiment qui, à mon avis, est partagé par beaucoup de députés. Je me contenterai de citer les paroles du chef de l'opposition comme elles figurent au harsard, concernant ceux qui sont durement atteints par l'inflation. Il disait alors:

Mais il y a des gens au Canada qui n'appartiennent à aucune association ni à aucun syndicat puissant, qui ne disposent d'aucun moyen de pression, qui sont incapables d'adapter leur revenu aux exigences des hausses de prix et des taux d'intérêt. Ils constituent la grande majorité des travailleurs canadiens et de leurs familles.

Puis le chef de mon parti continuait:

Ce n'est pas la confiance du pays qui garde le gouvernement au pouvoir ni même l'espoir et la confiance dans ses politiques. Le gouvernement n'est pas maintenu au pouvoir parce que des événements ont prouvé qu'il prenait de bonnes décisions et gérait convenablement les affaires du pays. Il est maintenu au pouvoir, monsieur, pour la convenance politique d'un groupe de députés. Tant qu'ils seront ici, les membres du gouvernement continueront d'improviser des politiques par opportunisme politique.

Le chef de l'opposition exprimait dans ces termes la frustration éprouvée par un secteur toujours plus grand de la population canadienne qui doit supporter le coût de la vie, qui n'a pas accès à l'aide que peuvent avoir d'autres groupes. Ce secteur qui supporte la plus grande partie du fardeau tourne les yeux vers le gouvernement et la Chambre des communes à la recherche d'aide et de direction, et à cause de l'attitude adoptée par le gouvernement, ce

### *Coût de la vie*

secteur est non seulement désespéré et désillusionné, il n'affronte pas seulement des difficultés économiques croissantes, mais il perd la foi dans l'avenir du pays, ce qui peut-être reste la pire tragédie.

Si l'on considère la position du pays dans un contexte général, on ne peut excuser la situation actuelle bien que le ministre des Finances (M. Turner) et le premier ministre fassent leur possible pour offrir des excuses désinvoltes et même parfois insultantes. Notre pays, qui fut un jour le plus exaltant des pays, offrant des défis qu'aucun autre pays ne pouvait faire et des perspectives dont aucune autre génération ni aucun peuple ne pouvait rêver, est devenu infirme parce que son économie est restée stagnante sous la direction d'un gouvernement qui s'accroche à des politiques démodées, désuètes et irresponsables. Au lieu de prendre l'initiative, le premier ministre affirme que nous réagirons quand cela sera nécessaire.

L'une des plus cruelles ironies à propos de la hausse du coût de la vie et de l'inaction du gouvernement est que la partie de la population à qui nous devons le plus est parfois la plus affectée. Et je veux parler ici des personnes âgées au Canada. Dans des temps plus difficiles que je ne connaîtrai jamais et, grâce à Dieu, qu'aucune autre génération ne connaîtra, ils ont servi le pays en travaillant dur, en faisant leur possible pour développer une terre en se fondant sur la simple croyance que par leur labeur ils s'amélioreraient eux-mêmes et rendraient la vie un peu plus agréable pour ceux qui suivraient. Un certain nombre d'entre eux ont été appelés deux fois à risquer leur vie pour leur pays et deux fois ils y ont répondu. Aujourd'hui, les citoyens âgés du Canada sont pratiquement négligés par le gouvernement sauf quand l'opinion publique l'oblige à leur fournir le minimum tout en cherchant à obtenir le maximum de voix possible. Il est sûrement temps que nos citoyens âgés cessent d'être traités de pions politiques et commencent à jouir du mode de vie auquel ils ont droit, et il est temps que nous essayions au moins de rembourser la dette ce que personne d'entre nous ne pourra réellement faire.

Au cours du présent débat et ces jours derniers, nous avons entendu à la Chambre beaucoup de discours mais il n'y en a peut-être pas eu d'aussi intéressants ou du moins stimulants parce qu'il fallait essayer d'en suivre la logique et la substance, que les discours prononcés par les députés néo-démocrates qui tentaient de justifier leur position. Il y avait en particulier les diatribes du député de York-Sud (M. Lewis) qui déclarait nettement et avec éloquence comme à son habitude: «Monsieur l'Orateur, tels sont mes principes, mais si le gouvernement ne les aime pas j'en ai d'autres.»

● (0510)

Le fait est que malgré les désirs du gouvernement et du NPD le temps viendra où nos systèmes démocratiques donneront aux Canadiens la chance d'exprimer leur opinion au sujet de la mauvaise gestion économique de notre pays. Je dis à mes collègues du NPD qu'ils auraient mieux fait de se préparer à se faire juges et complices de ce gouvernement incompetent. Car le fait est que lorsque vous examinez la situation économique du pays et que vous la comparez avec ce qu'elle devrait être, vous venez à la conclusion inévitable que le gouvernement a eu sa chance et qu'il n'a pas su la prendre. Son échec aux dernières élections sera reflété dans les prochaines et se répercute également sur les résultats qu'obtiendra le NPD.